

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Le député vient de se reporter à l'annonce qui a été faite par mon collègue cette semaine au sujet d'une contribution importante du Canada à la Croix-Rouge internationale, afin de s'attaquer précisément à ce problème. Nous continuerons de chercher moyens permettant au Canada de participer au règlement des problèmes des réfugiés au Liban. Nous essaierons de voir également s'il est possible d'encourager les mouvements de paix dans ce pays mais à bien des égards—même si je ne veux réduire en rien la responsabilité du Canada ou d'autres pays—il incombe aux Libanais eux-mêmes de trouver des solutions à leurs problèmes. Nous voulons certes faire tout en notre pouvoir, pour encourager toutes les actions au Liban à reconnaître la gravité de la situation et prendre des mesures pour y remédier. Dans la mesure où nous pourrions être utiles, nous serons heureux d'apporter notre aide.

\* \* \*

## LES AÉROPORTS

### LES SERVICES DE SAUVETAGE

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Monsieur le Président, c'est au ministre des Transports que je m'adresse. Au printemps de 1987, mes collègues et moi avions demandé au gouvernement de doter les grands aéroports de notre pays d'équipes de sauveteurs et de pompiers.

Il y a quelques jours, grâce à la ministre d'État (Transports), j'ai reçu un exemplaire du rapport que le ministre a commandé à un spécialiste à l'automne de 1987 et qu'il a reçu en décembre dernier. Ce rapport recommande de doter quelques-uns des grands aéroports de notre pays d'équipes de sauveteurs, en plus des équipes de pompiers. Le ministre va-t-il accepter cette recommandation et demander immédiatement au Conseil du Trésor de débloquer de nouveaux crédits et de nouvelles années-personnes afin de fournir ce service propre à sauver des vies?

**Des voix:** Bravo!

• (1500)

**L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)):** Monsieur le Président, j'ai communiqué effectivement ce rapport au député et aux intéressés qui avaient participé à la consultation. Ceux-ci nous ont communiqué leur réaction à moi et au ministère. Nous sommes en train de l'étudier. Nous prendrons les mesures que nous jugerons appropriées.

## Questions orales

### LES AÉROPORTS RÉGIONAUX—LES SERVICES DE POMPIERS

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Monsieur le Président, c'est à la ministre d'État chargée des Transports que je pose ma question supplémentaire.

Ledit rapport recommande d'assurer le financement de ces services de sauveteurs en éliminant les équipes de pompiers d'un certain nombre de nos aéroports régionaux comme ceux de Baie Comeau, London, Norman Wells, Prince Rupert, Stephenville, Whitehorse et Yarmouth. La ministre pourrait-elle nous faire savoir si son ministère est prêt à s'adresser au Conseil du Trésor pour obtenir des crédits et des années-personnes supplémentaires? Pourrait-elle au moins écarter cette partie de la recommandation et déclarer que jamais le gouvernement du Canada ne réduira en tout ou en partie la capacité de Transport Canada de fournir des services de pompiers à ces petits aéroports régionaux?

**L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)):** Dans la lettre qui accompagnait le rapport, monsieur le Président, j'ai bel et bien fait savoir que je n'étais pas d'accord avec cette recommandation.

\* \* \*

## L'AIDE EXTÉRIEURE

### ON DEMANDE LA TENUE D'UN SOMMET MONDIAL AU BÉNÉFICE DES ENFANTS

**Mme Christine Stewart (Northumberland):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Relations extérieures au sujet d'un Sommet mondial au bénéfice des enfants.

Le fardeau de la dette extérieure du Tiers monde a obligé le gouvernement à réduire de 50 p. 100 les dépenses allouées à la santé. Ce sont donc les enfants qui paieront le prix.

Est-ce que la ministre fera honneur à l'engagement d'aider les pays les plus pauvres et les peuples par le moyen d'un Sommet où les nations développées et celles en voie de développement pourraient s'adresser aux problèmes des enfants du monde qui vivent dans l'extrême pauvreté, incluant le Canada?

**L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures):** Monsieur le Président, le Canada a déjà pris de nombreuses mesures afin de répondre aux différents problèmes énumérés dans le rapport de l'UNICEF. Je pense qu'il est bon de souligner à ce stade-ci le travail exceptionnel que fait l'UNICEF afin de soulager les femmes et les enfants, particulièrement dans les pays du tiers monde. Et je voudrais ajouter que le Canada est le quatrième plus important contributeur à l'UNICEF.